

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

2 juin 2021

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**visant à faire cesser la répression
à l'égard des manifestants
en Colombie et concernant la protection des
syndicalistes et des défenseurs
des droits humains**

(déposée par
M. Christophe Lacroix et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

2 juni 2021

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de stopzetting
van de onderdrukking van de betogers in
Colombia, alsmede betreffende
de bescherming van de vakbondsmensen
en de verdedigers van de mensenrechten**

(ingediend door
de heer Christophe Lacroix c.s.)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numerering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis le 28 avril dernier, journée de grève nationale contre le projet de réforme fiscale du gouvernement d'Iván Duque, des manifestations de grande ampleur ont lieu en Colombie. Malgré le retrait du projet de loi le 2 mai 2021 et ce à la suite des soulèvements et pressions populaires, les revendications de la population se sont transformées en protestation générale contre le gouvernement de droite, dénonçant la grave crise sociale, économique et politique que traverse le pays.

La réforme avait pour but d'équilibrer les finances publiques en augmentant notamment les impôts pour les particuliers et les petites et moyennes entreprises, avec pour conséquence un appauvrissement des classes moyennes et populaires déjà gravement affectées par la crise sanitaire. En effet, la Colombie est le troisième pays d'Amérique latine le plus touché par la pandémie de COVID-19 (après le Brésil et le Mexique), avec plus de 3 millions de cas et près de 82 700 décès et cette situation a aggravé la récession dans ce pays, l'un des plus inégalitaires du continent. La quatrième économie d'Amérique latine pâtit d'une chute de 6,8 % de son PIB en 2020, d'un chômage de 16,8 % et d'une pauvreté s'élevant à 42,5 % de la population totale, alors que près de la moitié de la population active vit d'emplois informels.

Les Colombiens mobilisés demandent l'arrêt des violences étatiques et para-étatiques, des garanties pour l'exercice du droit légitime à pourvoir manifester, le respect de l'accord de paix de 2016, un meilleur accès à la santé et à l'éducation, la mise en place d'un revenu de base pour répondre aux besoins des nombreuses familles touchées par la crise. De plus, elles réclament la mise en place d'un espace de dialogue entre le gouvernement et les divers secteurs politiques et organisations sociales pour résoudre la crise sociale, sanitaire, économique et politique que traverse le pays en ce moment.

Or, nous le savons, ces mobilisations pacifiques sont durement réprimées depuis le premier jour. Rien qu'entre le 28 avril et le 5 mai 2021, les organisations *Temblores* et *Indepaz* ont répertorié 1 708 cas de violences policières, 831 détentions arbitraires, 37 assassinats de manifestants

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Sinds 28 april 2021, de dag van de nationale staking tegen de ontwerp-belastinghervorming van de regering van Iván Duque, wordt er in Colombia op grote schaal betoogd. Ofschoon het wetsontwerp op 2 mei 2021 onder druk van straatprotest en volksoptstanden werd ingetrokken, zijn inmiddels de eisen van de bevolking uitgegroeid tot een algemeen protest tegen de rechtse regering, waarbij de ernstige sociale, economische en politieke crisis in het land aan de kaak wordt gesteld.

De hervorming strekte ertoe de overheidsfinanciën in evenwicht te brengen door onder meer de belastingen voor de particulieren alsook voor de kleine en middelgrote ondernemingen op te trekken, met als gevolg een verarming van de middenklasse en de werkende klasse, die al zwaar onder de gezondheidscrisis te lijden hadden. Colombia staat namelijk derde in de ranglijst van de zwaarst door de COVID-19-pandemie getroffen Latijns-Amerikaanse landen (na Brazilië en Mexico), met meer dan 3 miljoen besmettingen en bijna 82 700 sterfgevallen. Die situatie heeft de recessie in dat land verergerd, waardoor de ongelijkheid er tot de meest schrijnende van het continent behoort. De op drie na grootste economie van Latijns-Amerika gaat gebukt onder een daling van het bbp met 6,8 % in 2020, een werkloosheidspercentage van 16,8 % en een armoede-cijfer van 42,5 % van de totale bevolking, terwijl bijna de helft van de beroepsactieve bevolking van informele banen leeft.

De in verzet getreden Colombianen vragen dat er een einde komt aan het staatsgeweld en het geweld dat uitgaat van actoren die bij de overheid aanleunen. Voorts willen ze dat de uitoefening van het gewettigde recht om te demonstreren wordt gewaarborgd, dat het vredesakkoord van 2016 wordt geëerbiedigd, dat gezondheidszorg en onderwijs toegankelijker worden, alsook dat een basisinkomen wordt ingesteld om tegemoet te komen aan de behoeften van de vele door de crisis getroffen gezinnen. Bovendien eisen zij de totstandbrenging van een ruimte voor onderlinge dialoog tussen de regering en de diverse beleidssectoren en maatschappelijke organisaties, teneinde een oplossing uit te werken voor de sociale, gezondheidsgerelateerde, economische en politieke crisis die het land momenteel doormaakt.

Het is echter bekend dat die vreedzame manifestaties vanaf de eerste dag hardhandig zijn onderdrukt. Alleen al tussen 28 april en 5 mei 2021 hebben de organisaties *Temblores* en *Indepaz* 1 708 gevallen van politiegeweld, 831 willekeurige aanhoudingen, 37 moorden op

par les forces de l'ordre, plus de 87 personnes disparues et 10 agressions sexuelles perpétrées par les forces publiques sur des femmes dans un objectif d'intimidation. Selon le rapport de l'ONG *Temblores* présenté le 1^{er} mai, 940 cas de violences policières ont été recensés durant les manifestations et 21 personnes ont été tuées. Cela, alors que les sources officielles présentent un bilan au rabais, qui ne faisait état au même moment que de 6 personnes tuées durant les manifestations. Le 18 mai, les organisations *Temblores* et *Indepaz* ont actualisé les chiffres des assassinats de manifestants par les forces de l'ordre à 43 (dont 4 mineurs) et des victimes d'agression sexuelle à 18. Une victime de 17 ans a mis fin à sa vie après les événements de l'agression sexuelle.

La répression des manifestations a déjà été condamnée par la communauté internationale, notamment l'ONU, l'Union européenne, les États-Unis et des ONG de défense des droits humains. La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a demandé une visite de travail à l'État colombien sur la situation des droits humains pendant les protestations sociales.

Mais quelles sont les causes de cette protestations sociales?

En 2016, la signature de l'Accord de paix avait pour but de mettre fin à un conflit armé de plus de 50 ans et de construire une paix stable et durable entre le gouvernement et les "Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia – Ejército del Pueblo (FARC-EP)". Elle avait permis une période de soulagement sans précédent depuis des décennies. Mais de nombreux défis humanitaires persistent dans certaines régions reculées du pays en raison de la présence d'organisations criminelles et de groupes armés non étatiques et des violences qu'ils commettent, des catastrophes naturelles et de flux migratoires en provenance du Venezuela. 4,5 ans après la signature de l'accord, nous nous concentrerons sur certains de ceux-ci.

a) Les violences contre les syndicalistes

Malgré l'Accord de Paix, des massacres et persécutions continuent d'être commis dans l'impunité; les défenseurs des droits humains et des droits sociaux en sont les premières cibles. En effet, depuis 2016, selon le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), ce ne sont pas moins de 378 défenseurs de droits humains qui ont été tués. Entre 2019 et le premier semestre de

démonstrants par les forces de l'ordre, plus de 87 personnes disparues et 10 agressions sexuelles perpétrées par les forces publiques sur des femmes dans un objectif d'intimidation. Selon le rapport de l'ONG *Temblores* présenté le 1^{er} mai, 940 cas de violences policières ont été recensés durant les manifestations et 21 personnes ont été tuées. Cela, alors que les sources officielles présentent un bilan au rabais, qui ne faisait état au même moment que de 6 personnes tuées durant les manifestations. Le 18 mai, les organisations *Temblores* et *Indepaz* ont actualisé les chiffres des assassinats de manifestants par les forces de l'ordre à 43 (dont 4 mineurs) et des victimes d'agression sexuelle à 18. Une victime de 17 ans a mis fin à sa vie après les événements de l'agression sexuelle.

De onderdrukking van de betogingen is reeds veroordeeld door de internationale gemeenschap, waaronder de VN, de Europese Unie, de Verenigde Staten en ngo's die voor de mensenrechten opkomen. De Inter-Amerikaanse Commissie voor de Rechten van de Mens (IACHR) heeft met betrekking tot de mensenrechtensituatie tijdens de sociale protesten verzocht om een werkbezoek aan de Colombiaanse Staat.

Wat zijn echter de oorzaken van dat sociale protest?

In 2016 werd met de ondertekening van het vredesakkoord beoogd een einde te maken aan een meer dan 50 jaar lang aanslepend gewapend conflict. Tevens was het de bedoeling een stabiele en duurzame vrede tussen de regering en de *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia – Ejército del Pueblo (FARC-EP)* tot stand te brengen. Een tijdje heeft een en ander voor rust gezorgd, iets wat decennialang niet was voorgekomen. In sommige afgelegen gebieden van het land blijven er echter vele humanitaire uitdagingen rijzen, *in casu* wegens de aanwezigheid van criminele organisaties en van niet-statelijke gewapende groeperingen en het geweld dat zij plegen. Dat komt nog bovenop de natuurrampen en migratiestromen vanuit Venezuela. 4,5 jaar na de ondertekening van het akkoord gaat de aandacht in dit voorstel van resolutie hoofdzakelijk naar een aantal aspecten daarvan.

a) Geweld tegen vakbondsmensen

Ondanks het vredesakkoord worden nog steeds straffeloos bloedbaden aangericht en mensen vervolgd; verdedigers van de mensenrechten en van de sociale rechten zijn de voornaamste doelwitten. Sinds 2016 werden volgens het Bureau van de Hoge Commissaris voor de Mensenrechten (OHCHR) namelijk niet minder dan 378 mensenrechtenverdedigers vermoord. Tussen

2020, 14 syndicalistes ont été assassinés et 198 ont reçu des menaces de mort. C'est ainsi qu'en décembre dernier, le domicile du syndicaliste Juan Carlos Galvis et de sa compagne Jackeline Rojas, défenseuse des droits des femmes, a été mis à sac par des inconnus. Du matériel électronique contenant des informations liées à leur travail de défense des droits des travailleurs et des droits humains a été dérobé.

b) Les violences contre les défenseurs des droits humains

La défense des droits humains est une activité à haut risque en Colombie. En effet, en 2020, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a répertorié le meurtre de 133 défenseurs de droits humains. Parmi ces cas, 9 % des victimes étaient des femmes, 21 % étaient des personnes autochtones et 4 % des personnes étaient d'ascendance africaine.

Ces meurtres sont principalement commis dans des zones où la présence de l'État est insuffisante. 72 % des violences se produisent dans des zones présentant des niveaux élevés de pauvreté multidimensionnelle, un taux d'homicide élevé, une violence endémique, des systèmes d'économie illicite florissants. 25 % de ces meurtres ont été commis par des groupes criminels, 15 % par des groupes dissidents des FARC, 13 % par l'Armée de libération nationale colombienne et 4 % par l'armée ou la police.

Le HCDH a aussi répertorié 795 menaces et agressions contre les défenseurs des droits humains. 67 % de ces victimes étaient des hommes, 26 % des femmes et 2 % des personnes LGBTQI+. Le plus grand nombre de cas ont été signalés à Bogota et dans le Cauca. En 2020, la Fondation pour la liberté de la presse (FLIP) a enregistré 449 violences commises à l'encontre de journalistes, dont 152 menaces.

Au premier mois de 2021, selon l'unité d'accusation et investigation de la Jurisprudence Spéciale pour la Paix, ont eu lieu 13 menaces et 14 assassinats des personnes défenseuses des droits humains, 6 massacres et 5 assassinats des ex-combattants des Farc-Ep. Selon le rapporteur des Nations Unies, M. Michel Forst, 89 % des assassinats de défenseurs des droits humains restent impunis.

La Colombie est dotée de différentes politiques, cadres légaux et mécanismes censés garantir la protection de défenseurs des droits humains, tels que l'Unité nationale de protection (UNP), mais ces dispositifs présentent de grandes défaillances ou ne sont pas opérationnels. Comme illustration: seulement 16 % des sollicitudes

2019 en de eerste helft van 2020 zijn 14 vakbondsmensen omgebracht en 198 met de dood bedreigd. Zo werd in december 2020 de woning van vakbondsman Juan Carlos Galvis en van zijn levensgezellin María Jackeline Rojas Castañeda, een voorvechtster van de vrouwenrechten, door onbekenden geplunderd. Daarbij werd elektronisch materieel ontvreemd met informatie in verband met hun werk ter verdediging van de rechten van werknemers en van de mensenrechten.

b) Geweld tegen verdedigers van de mensenrechten

De verdediging van de mensenrechten is in Colombia een hoogrisicoactiviteit. In 2020 heeft het OHCHR de moord op 133 mensenrechtenverdedigers geregistreerd. In 9 % van die gevallen waren de slachtoffers vrouwen; in 21 % daarvan waren ze van inheemse herkomst en in 4 % van Afrikaanse afkomst.

Die moorden worden voornamelijk gepleegd in gebieden waar de Staat onvoldoende aanwezig is. 72 % van het geweld vindt plaats in gebieden met veel multi-dimensionale armoede, hoge moordcijfers, endemisch geweld en een bloeiende illegale economie. 25 % van die moorden werd gepleegd door criminele bendes, 15 % door dissidente groepen van de FARC, 13 % door het Nationaal bevrijdingsleger van Colombia en 4 % door het leger of de politie.

Het OHCHR heeft voorts 795 gevallen van bedreiging van of agressie jegens mensenrechtenactivisten geteld. 67 % van die slachtoffers waren mannen, 26 % vrouwen en 2 % LGBTQI+-personen. De meeste gevallen deden zich voor in Bogota en in de Cauca-regio. In 2020 heeft de *Freedom of Press Foundation* 449 gevallen van geweld jegens journalisten geregistreerd, waarvan 152 gevallen van bedreiging.

In de eerste maand van 2021 werden volgens de eenheid voor beschuldiging en onderzoek van de *Jurisdicción Especial para la Paz* 13 mensenrechtenactivisten bedreigd en werden er 14 vermoord; er waren bovendien 6 slachtpartijen en 5 moorden op gewezen strijders van de FARC-EP. Volgens de rapporteur van de Verenigde Naties, de heer Michel Forst, blijft 89 % van de moorden op mensenrechtenactivisten onbestraft.

Colombia beschikt op meerdere vlakken over beleidslijnen, wettelijke regelingen en mechanismen die worden verondersteld de mensenrechtenactivisten te beschermen, bijvoorbeeld de *Unidad nacional de protección* (UNP), maar die kampen met zware tekortkomingen of zijn niet inzetbaar. Ter illustratie: slechts

de protection sont admises pour étude à l'UNP, 25 combattants des Farc-Ep ont été tués en attendant des mesures de protection.

c) Les violations des droits des parlementaires

Selon l'Union interparlementaire (UIP), la Colombie est également connue pour des graves violations des droits des parlementaires. À ce jour, elle fait état de 22 cas de violations des droits des parlementaires soutenus par l'UIP, ce qui en fait un des pays les plus répressifs sur ce point¹.

d) Une situation sociale et économique précaires et des inégalités importantes

La pandémie a déclenché une baisse du produit intérieur brut de 9 % au troisième trimestre 2020 par rapport à la même période en 2019. L'indice de pauvreté multidimensionnelle en 2019 était déjà de 17,5 %, soit 1,6 % de moins qu'en 2018.

Le coefficient de Gini (sur les inégalités) est passé de 0,518 en 2018 à 0,526 en 2019. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPALC), sur la base d'une analyse dans 15 pays, la Colombie reste l'un des deux pays présentant les plus hauts niveaux d'inégalité dans la région. La CEPALC a déterminé que le coefficient de Gini pourrait augmenter à 2,9 % en raison de la crise du COVID-19 et note que les femmes sont particulièrement vulnérables, celles-ci étant surreprésentée sur le marché du travail informel.

Avant la pandémie, la population colombienne était déjà confrontée à des obstacles structurels. En 2019, le pourcentage de personnes vivant dans une pauvreté multidimensionnelle était 2,8 fois plus élevé dans les zones rurales que dans les zones urbaines; le pourcentage de ménages ruraux sans accès à l'eau potable était 14,7 fois plus élevé que dans les zones urbaines. Si le taux national d'analphabétisme a diminué de 2,1 %, il était 3,4 fois plus élevé dans les zones rurales que dans les zones urbaines.

Le taux de chômage national entre septembre et novembre 2020 était de 14,6 %, soit une augmentation de 4,8 points par rapport au même trimestre en 2019. Les inégalités de genre en matière de droit au travail ont également augmenté: le taux de chômage des hommes pour ce trimestre était de 10,9 %, alors qu'il était de 19,6 % pour les femmes.

¹ <https://www.ipu.org/fr/parlement/co>.

16 % van de beschermingsaanvragen wordt door de UNP in overweging genomen en 25 gewezen strijders van de FARC-EP werden gedood terwijl zij op beschermingsmaatregelen wachtten.

c) De schendingen van de rechten van de parlementsleden

Volgens de Interparlementaire Unie (IPU) staat Colombia ook bekend om ernstige schendingen van de rechten van de parlementsleden. Momenteel worden 22 gevallen gemeld van schendingen van de rechten van de door de IPU gesteunde parlementsleden; dat maakt van Colombia een van de repressiefste landen op dat vlak¹.

d) Een kwetsbare sociale en economische situatie en grote ongelijkheid

Door de pandemie is het bruto binnenlands product in het derde kwartaal van 2020 met 9 % gedaald ten opzichte van dezelfde periode in 2019. In 2019 stond de multidimensionale armoede-index al op 17,5 %, hetgeen 1,6 % lager was dan in 2018.

De Gini-coëfficiënt (die de ongelijkheid weergeeft) is van 0,518 in 2018 gestegen tot 0,526 in 2019. De *United Nations Economic Commission for Latin America and the Caribbean* (UNECLAC) heeft op basis van een analyse van 15 landen in de regio vastgesteld dat Colombia één van de twee landen met de grootste ongelijkheid blijft. Volgens de UNECLAC zou de Gini-coëfficiënt wegens de COVID-19-crisis met 2,9 % kunnen stijgen en zijn de vrouwen bijzonder kwetsbaar, aangezien zij oververtegenwoordigd zijn op de informele arbeidsmarkt.

Vóór de pandemie had de Colombiaanse bevolking al te maken met structurele problemen. In 2019 lag het aandeel van mensen die in multidimensionale armoede leven, op het platteland 2,8 keer hoger dan in de stedelijke gebieden. Het aandeel van gezinnen zonder toegang tot drinkwater was 14,7 keer hoger op het platteland dan in de stedelijke gebieden. Nationaal is het analphabetisme weliswaar met 2,1 % gedaald, maar op het platteland was het 3,4 keer hoger dan in de stedelijke gebieden.

Tussen september en november 2020 bedroeg het werkloosheidspercentage nationaal 14,6 %; dat is 4,8 procentpunten meer dan in hetzelfde kwartaal van 2019. Ook de genderongelijkheid op het vlak van het recht op werk is toegenomen, want in het voormelde kwartaal bedroeg het werkloosheidspercentage bij de mannen 10,9 %, terwijl dit bij de vrouwen 19,6 % was.

¹ <https://www.ipu.org/parlement/co>.

Enfin, la pandémie a profondément exacerbé les problèmes d'accès à la santé pour les populations à faible revenu ainsi que pour les femmes et les personnes vivant dans les zones rurales, y compris les populations autochtones et d'ascendance africaine, qui sont les plus affectées par les urgences humanitaires.

Les communautés indigènes et afro-colombiennes ont, en effet, été affectées par 65 % des déplacements massifs enregistrés en 2020, alors qu'elles ne représentent que 13 % de la population colombienne, ce qui illustre leur exposition disproportionnée à la violence armée, selon OCHA².

En tant que socialistes, nous sommes bien entendu solidaires avec les combats que mènent les syndicalistes et la société civile pour défendre leurs droits. En raison de la récession que connaît actuellement le pays, l'extrême pauvreté devrait augmenter de 38,8 % et la pauvreté de 17,6 %.

Selon les syndicats colombiens, la pandémie n'a fait que permettre au gouvernement d'adopter une position plus radicale, en ignorant les organisations syndicales et en établissant des décrets qui ne font que dissimuler des réformes du travail et des retraites fragilisant encore plus l'emploi et l'État providence et précarisant les travailleurs et la population de manière générale.

Nous, socialistes, sommes très préoccupés par la situation qui empire de jour en jour et sommes persuadés qu'elle est le résultat de causes structurelles profondes. Nous aimerions que le gouvernement belge prenne ses responsabilités en condamnant fermement les actes de répression à l'égard des manifestants et l'usage excessif de la force.

En solidarité avec les demandes de la société civile locale et des syndicats, l'objectif de la présente proposition de résolution est de mettre en lumière cette situation dramatique et d'insister auprès du gouvernement afin qu'il fasse preuve de fermeté envers le gouvernement colombien et qu'il l'exhorte à respecter les droits humains et syndicaux, à garantir l'exercice du droit légitime à la protestation sociale et le respect de l'accord de paix de

Tot slot heeft de pandemie de toegang tot de gezondheidszorg nog veel moeilijker gemaakt voor de mensen met een laag inkomen. Dat geldt ook voor de vrouwen en de plattelandsbewoners, met inbegrip van de autochtone bevolking en de mensen met Afrikaanse voorouders, die het meest te lijden hebben onder de humanitaire nood.

De inheemse en Afro-Colombiaanse gemeenschappen vertegenwoordigen 65 % van de in 2020 opgetekende volksverhuizingen, terwijl zij slechts 13 % van de Colombiaanse bevolking uitmaken. Volgens het *United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs* (OCHA) illustreert dit dat zij onevenredig blootstaan aan het wapengeweld².

De socialistische fractie is uiteraard solidair met de strijd van de vakbondsmensen en het middenveld ter verdediging van hun rechten. Door de recessie waarmee Colombia momenteel kampt, dreigt de grote armoede met 38,8 % toe te nemen en de armoede met 17,6 %.

Volgens de Colombiaanse vakbonden heeft de regering de pandemie als voorwendsel gebruikt om radicalere standpunten in te nemen. Daarbij werden de vakbonden genegeerd en werden decreten uitgevaardigd die in werkelijkheid arbeids- en pensioenhervormingen zijn die de werkgelegenheid en de welvaarstaats nog kwetsbaarder maken en die de werknemers, alsook de bevolking in het algemeen, in de armoede duwen.

De socialistische fractie is bijzonder ongerust over de situatie, want die wordt met de dag slechter. De PS is ervan overtuigd dat zulks het resultaat is van diepliggende structurele oorzaken. De indianers vragen dan ook dat de Belgische regering haar verantwoordelijkheid opneemt en de repressie jegens betogers, alsook het buitensporig gebruik van geweld, krachtig veroordeelt.

Het doel van dit voorstel van resolutie bestaat erin solidariteit te betuigen met de verzoeken van het plaatselijke middenveld en de vakbonden, de aandacht te vestigen op die dramatische situatie en er bij de Belgische regering op aan te dringen dat die blijk zou geven van vastberadenheid ten aanzien van de Colombiaanse regering. Die zou ertoe moeten worden aangespoord om de mensenrechten en de vakbondsrechten in acht

² https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/colombia_hno_2021_summary_vf.pdf.

² https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/colombia_hno_2021_summary_vf.pdf.

2016. Nous demandons également au gouvernement de porter cette position au niveau européen et international.

Christophe LACROIX (PS)
Malik BEN ACHOUR (PS)

te nemen, om de uitoefening van het legitieme recht op sociaal protest te waarborgen en om het vredesakkoord uit 2016 na te leven. De indieners willen bovendien dat de Belgische regering dat standpunt op Europees en internationaal vlak verdedigt.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. saluant l'accord final visant à mettre fin au conflit armé et à construire une paix stable et durable entre les Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée populaire (FARC-EP) et le gouvernement national de Colombie, signé le 24 novembre 2016 (ci-après, l'“accord de paix”);

B. vu les résolutions adoptées par le Parlement européen sur le processus de paix et la situation des droits de l'homme en Colombie, notamment sa dernière résolution du 20 janvier 2016 sur le soutien au processus de paix en Colombie³;

C. vu l'accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, signé le 26 juin 2012 ainsi que le protocole d'adhésion de l'Équateur, signé le 11 novembre 2016;

D. considérant que l'article 60 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, ratifiée par toutes les parties, prévoit que toute partie à un traité peut le suspendre, en totalité ou en partie, si l'autre partie viole une partie fondamentale de celui-ci;

E. s'inquiétant de la situation globale du respect des droits humains en Colombie;

F. considérant les violences quasi systématiques commises sur les défenseurs des droits humains en Colombie et considérant les violations des droits humains des populations locales, et plus spécifiquement des femmes et des filles;

G. considérant le nombre croissant de meurtres de syndicalistes et de violences antisyndicales;

H. vu l'impunité dont jouissent souvent les auteurs de ces actes de violence;

I. considérant le nombre de personnes déplacées forcées ainsi que l'accaparement des terres dans ce pays;

J. vu la création de la juridiction spéciale pour la paix (Jurisdicción Especial para la Paz – JEP), qui veille à ce que justice soit faite pour les victimes de violences,

³ https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/B-9-2021-0231_FR.html#_ftn1.

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. is ingenomen met het eindakkoord dat op 24 november 2016 werd ondertekend en dat een einde moet maken aan het gewapend conflict en een stabiele en duurzame vrede moet bewerkstelligen tussen de *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia – Ejército del Pueblo* (FARC-EP) en de nationale regering van Colombia (hierna: het “vredesakkoord”);

B. verwijst naar de door het Europees Parlement aangenomen resoluties over het vredesproces en de mensenrechtensituatie in Colombia, meer bepaald de recentste resolutie *de dato* 20 januari 2016, over de steun aan het vredesproces in Colombia³;

C. verwijst naar de handelsovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en Colombia en Peru, anderzijds, ondertekend op 26 juni 2021, alsook op het protocol voor de toetreding van Ecuador, ondertekend op 11 november 2016;

D. attendeert erop dat artikel 60 van het Verdrag van Wenen inzake het verdragenrecht, dat door alle partijen werd geratificeerd, bepaalt dat elke verdragspartij een verdrag geheel of gedeeltelijk mag opschorten indien de andere partij een fundamenteel aspect van dat verdrag schendt;

E. is verontrust over de algemene mensenrechtensituatie in Colombia;

F. wijst op het vrijwel stelselmatige geweld jegens de mensenrechtenactivisten in Colombia en op de schendingen van de mensenrechten van de lokale bevolking en meer specifiek van de vrouwen en de meisjes;

G. wijst op het stijgend aantal moorden op vakbondsmensen en het toenemend geweld tegen de vakbonden;

H. attendeert erop dat de daders van die gewelddaden daar vaak ongestraft mee weggelopen;

I. attendeert erop dat vele mensen in Colombia gedwongen ontheemd raken en dat er in het land sprake is van grondroof;

J. wijst op de oprichting van de speciale vredesrechtbank (*Jurisdicción Especial para la Paz – JEP*), die erop toeziet dat recht geschiedt ten aanzien van de slachtoffers

³ https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/B-9-2021-0231_NL.html.

d'atrocités de masse et d'atteintes aux droits de l'homme, et qui représente un élément central du processus de paix;

K. vu la déclaration commune de M. Josep Borrell, vice-président de la Commission européenne et haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, et de M. Janez Lenarčič, membre de la Commission européenne, du 9 février 2021 sur la décision de la Colombie d'accorder un statut de protection temporaire aux migrants vénézuéliens;

L. considérant le rapport annuel de la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de février 2021⁴;

M. vu la communication du Bureau du porte-parole du Secrétaire général de l'ONU du 26 avril 2021 rejetant et condamnant les actes de violence récemment perpétrés à l'encontre de communautés, de défenseurs des droits de l'homme, de dirigeants et d'anciens combattants;

N. considérant l'aperçu mondial humanitaire de OCHA en Colombie (2021)⁵;

O. considérant le rapport 2021 de la Confédérations syndicales internationales sur la Colombie⁶;

P. considérant le Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP;

Q. faisant référence à la proposition de résolution déposée le 26 avril 2021 au Parlement européen sur le 5ème anniversaire de la signature de l'accord de paix⁷;

R. réagissant à l'escalade de violence engendrée par la répression de la contestation sociale en mai 2021;

van geweld, massale gruweldaden en schendingen van de mensenrechten, en die een sleutelrol speelt in het vredesproces;

K. verwijst naar de gemeenschappelijke verklaring de dato 9 februari 2021 van de heer Josep Borrell, vicevoorzitter van de Europese Commissie en Hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid, en van de heer Janez Lenarčič, lid van de Europese Commissie, over de beslissing van Colombia om een status van tijdelijke bescherming toe te kennen aan de migranten uit Venezuela;

L. verwijst naar het jaarverslag van de Hoge commissaris voor de mensenrechten van de Verenigde Naties van februari 2021⁴;

M. verwijst naar de mededeling van het Bureau van de woordvoerder van de secretaris-generaal van de Verenigde Naties van 26 april 2021, waarin de recent gepleegde gewelddaden tegen gemeenschappen, mensenrechtenactivisten, leidinggevend en oud-strijders worden verworpen en veroordeeld;

N. verwijst naar het *Global Humanitarian Overview* van OCHA betreffende Colombia (2021)⁵;

O. verwijst naar het verslag van 2021 van de *International Trade Union Confederation* over Colombia⁶;

P. attendeert op het *Committee on the Human Rights of Parliamentarians* van de Internationale Parlementaire Unie;

Q. verwijst naar het voorstel van resolutie dat op 26 april 2021 in het Europees Parlement werd ingediend naar aanleiding van de vijfde verjaardag van de ondertekening van het vredesakkoord⁷;

R. reageert op de escalatie van geweld die op gang werd gebracht door de onderdrukking van de sociale protestbeweging in mei 2021;

⁴ Situation of human rights in Colombia Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Situation%20of%20human%20rights%20in%20Colombia%20-%20Report%20of%20the%20United%20Nations%20High%20Commissioner%20for%20Human%20Rights%20%28A-HRC-46-76%29%20%28Advance%20edited%20version%29.pdf>.

⁵ <https://gho.unocha.org/fr/colombie>.

⁶ https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/sdg_country_report_2021_colombia_en.pdf.

⁷ https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/B-9-2021-0231_FR.html.

⁴ *Situation of human rights in Colombia Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights*: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Situation%20of%20human%20rights%20in%20Colombia%20-%20Report%20of%20the%20United%20Nations%20High%20Commissioner%20for%20Human%20Rights%20%28A-HRC-46-76%29%20%28Advance%20edited%20version%29.pdf>.

⁵ <https://gho.unocha.org/colombia>.

⁶ https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/sdg_country_report_2021_colombia_en.pdf.

⁷ https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/B-9-2021-0231_NL.html.

S. considérant que l'Union européenne a contribué à hauteur de 96 millions d'euros à un fonds de consolidation de la paix en Colombie.

I. CONDAMNE FERMEMENT la répression violente du gouvernement colombien à l'égard des manifestants;

II. DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de condamner fermement les actes de répression à l'égard des manifestants pacifiques et l'usage excessif de la force et de demander au gouvernement colombien la fin de la répression policière et militaire;

2. de déployer toute sa capacité diplomatique pour régler la crise qui secoue la Colombie et y instaurer un dialogue national diversifié et inclusif, dans le respect des droits de l'homme et à l'écoute des citoyens colombiens;

3. d'exhorter le gouvernement colombien à mettre tout en œuvre pour que cessent les assassinats et les persécutions à l'égard des leaders sociaux, des défenseurs des droits humains et des communautés indigènes et afro-colombiennes ainsi que de garantir l'exercice du droit légitime à la protestation sociale et leur protection par les forces de l'ordre;

4. d'exhorter la Colombie à respecter l'accord de paix comme point de départ d'une paix stable et durable afin de progresser dans la résolution des problèmes structurels du pays et trouver des voies de réconciliation;

5. d'agir activement en ce sens au sein du Conseil européen et des organisations internationales dans lequel il siège en:

a) demandant à l'UE de poursuivre ses efforts en faveur de la mise en œuvre de l'Accord de paix;

b) demandant à l'Union européenne de renforcer son soutien à la société civile et aux actions des défenseurs des droits humains et de l'environnement, des leaders sociaux et syndicaux;

c) veillant à assurer un suivi particulier concernant les fonds alloués à la réforme rurale intégrale en Colombie et à la réincorporation des ex-combattants qui sont victimes d'assassinats;

d) demandant au gouvernement colombien, en liaison avec les organisations de la société civile et la

S. attendeert erop dat de Europese Unie 96 miljoen euro heeft bijgedragen aan een fonds voor het bestendigen van de vrede in Colombia.

I. VEROORDEELT TEN STELLIGSTE de gewelddadige onderdrukking door de Colombiaanse regering van de manifestanten;

II. VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. de daden van onderdrukking tegen de vreedzame betogers en het buitensporig gebruik van geweld ten stelligste te veroordelen en de Colombiaanse regering op te roepen een einde te maken aan de onderdrukking door de politie en het leger;

2. alle diplomatieke middelen aan te wenden om een uitweg te vinden uit de crisis die Colombia treft en een gediversifieerde en inclusieve nationale dialoog in te stellen, waarbij de mensenrechten worden geëerbiedigd en de Colombiaanse burgers worden gehoord;

3. de Colombiaanse regering aan te sporen alles in het werk te stellen om een einde te maken aan de moorden op en de vervolgingen van sociale leiders, mensenrechtenactivisten en inheemse en Afro-Colombiaanse gemeenschappen, alsook te waarborgen dat de uitoefening van het legitieme recht op sociaal protest wordt gewaarborgd en beschermd door de ordediensten;

4. Colombia ertoe aan te manen het vredesakkoord te eerbiedigen als basis voor een stabiele en duurzame vrede, opdat de structurele problemen van het land verder kunnen worden weggewerkt en er manieren kunnen worden gevonden om tot verzoening te komen;

5. zich met het oog op dat alles actief op te stellen binnen de Europese Raad en de internationale organisaties waarin België zitting heeft, door:

a) de Europese Unie op te roepen haar inspanningen voor de uitvoering van het vredesakkoord voort te zetten;

b) de Europese Unie te verzoeken haar steun aan het maatschappelijk middenveld en aan de acties van de mensenrechten- en milieuactivisten, alsook aan die van de sociale en de vakbondsleiders, te versterken;

c) ervoor te zorgen dat nauwlettend wordt toegezien op de fondsen die worden toegekend voor de integrale plattelands Hervorming in Colombia, alsook op de re-integratie van de oud-strijders die dreigen te worden vermoord;

d) de Colombiaanse regering te verzoeken om, samen met de organisaties van het maatschappelijk middenveld

communauté internationale, à promouvoir une enquête et à faire le jour sur les atteintes aux droits humains et les actes de violence perpétrés dans le pays;

e) demandant à l'Union européenne d'activer la clause relative au respect des droits de l'homme de l'Accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie, le Pérou et l'Équateur, d'autre part;

III. S'ENGAGE À:

1. dans le cadre de l'Accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie, le Pérou et l'Équateur, d'autre part, à demander au Parlement européen:

a) d'établir une commission de suivi de la feuille de route (résolution 2012/2628 (RSP));

b) de veiller à ce que toute relation commerciale avec la Colombie ainsi que les activités des entreprises européennes et belges respectent les dispositions internationales relatives aux droits humains, au droit du travail et au respect de l'environnement, et d'adopter des sanctions telles que la suspension de l'Accord en cas de violations;

2. à relayer les demandes de la présente résolution au sein des forums parlementaires internationaux, et en particulier au sein du Conseil de l'Europe, du Bureau de l'UIP et de la section bilatérale de l'Union interparlementaire à laquelle appartient la Colombie.

25 mai 2021

Christophe LACROIX (PS)
Malik BEN ACHOUR (PS)

en met de internationale gemeenschap, de aantastingen van de mensenrechten en de gewelddaden in het land te onderzoeken en op te helderen;

e) de Europese Unie te verzoeken het beding over de eerbiediging van de mensenrechten in de Handelsovereenkomst tussen de Europese Unie en de lidstaten, enerzijds, en Colombia, Peru en Ecuador, anderzijds, te activeren;

III. VERBINDT ZICH ERTOE:

1. in het raam van de Handelsovereenkomst tussen de Europese Unie en de lidstaten, enerzijds, en Colombia, Peru en Ecuador, anderzijds, het Europees Parlement te verzoeken:

a) een opvolgingscommissie voor het stappenplan op te richten (resolutie 2012/2628 (RSP));

b) erop toe te zien dat bij alle handelsbetrekkingen met Colombia en alle activiteiten van Europese en Belgische ondernemingen de internationale bepalingen inzake mensenrechten, arbeidsrecht en milieubescherming worden nageleefd, en sancties te treffen zoals de opschorting van de handelsovereenkomst indien er sprake is van schendingen;

2. de verzoeken van dit voorstel van resolutie ook ter sprake te brengen binnen de internationale parlementaire fora en in het bijzonder binnen de Raad van Europa, het Bureau van de Interparlementaire Unie en de bilaterale sectie van de Interparlementaire Unie, waartoe Colombia behoort.

25 mei 2021